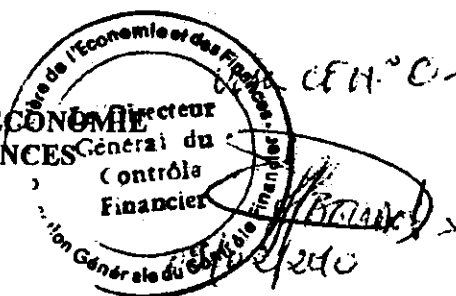


**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

CABINET



BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Arrêté n°2010 - 034 /MEF/CAB
portant modalités de traitement des dossiers
de marchés publics par les Directions
Régionales du Contrôle Financier.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2008- 517/PRES/PM du 03 Septembre 2008 portant remaniement du gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2008- 403/PRES/PM/SGG-CM du 10 Juillet 2008 portant organisation type de départements ministériels ;
- Vu** le décret n°2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- Vu** la loi n°006 – 2003 du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu** le décret n° 2003 – 567/PRES du 29 octobre 2003 portant promulgation de la loi n°006 – 2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
- Vu** le décret n° 2005-257/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
- Vu** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public ;
- Vu** l'arrêté n°2008-230/MEF/SG/DGMP du 07 août 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Marchés Publics ;
- Vu** l'arrêté n°2008- 205/MEF/SG/DGCF du 21 juillet 2008 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction Générale du Contrôle Financier

A R R E T E

Article 1^{er} : Le présent arrêté définit les modalités de traitement des dossiers de marchés publics par les Directions Régionales du Contrôle Financier dans les régions où la Direction Générale des Marchés Publics n'est pas déconcentrée.

Article 2 : Dans les régions où la Direction Générale des Marchés Publics n'est pas déconcentrée, les Directions Régionales du Contrôle Financier assurent le traitement des dossiers de marchés publics.

A cet effet, elles ont pour tâches de :

1. donner un avis de conformité sur les dossiers d'appel à concurrence avant la publication dans la revue des marchés ou faire des observations le cas échéant ;
2. participer aux séances de dépouillement des offres en tant qu'observateur ;
3. donner un avis de conformité sur les procès verbaux de dépouillement (résultats de travaux de la Commission d'Attribution des Marchés) avant la publication dans la revue des marchés ou faire des observations le cas échéant.
4. examiner les projets de contrat et apposer son visa ou faire des observations le cas échéant ;
5. participer aux séances de réception des prestations en tant qu'observateur ;
6. donner un avis technique sur le recours aux appels d'offres restreints ou accélérés ;
7. contribuer en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics à la collecte d'informations et de documents en vue de la constitution d'une banque de données ;
8. présider le Comité régional chargé de l'examen des demandes d'autorisation pour la conclusion d'un contrat de gré à gré ;
9. présider le Comité régional chargé de l'examen des plans de passation des marchés

Article 3 : Pour le traitement des dossiers par les Directions Régionales du Contrôle Financier, les seuils sont ainsi fixés :

1. Pour les marchés relatifs aux travaux, le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Deux cent millions (200.000.000) F CFA ;
2. Pour les marchés relatifs aux fournitures et équipements, le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cent millions (100.000.000) F CFA ;
3. Pour les marchés relatifs aux prestations intellectuelles, le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50.000.000) F CFA ;
4. Pour les marchés relatifs aux services courants, le montant financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50.000.000) F CFA ;
5. Pour les requêtes aux fins d'avis sur le recours aux procédures d'appel d'offres ouvert accéléré, restreint et restreint et accéléré, le montant

financier prévisionnel est strictement inférieur à Cinquante millions (50 000 000) F CFA.

Article 4 : Lorsque des dossiers font l'objet de divergence ouverte entre les différentes commissions que ce soit la sous commission technique, la Commission d'attribution des marchés, la commission de reception, la Direction Régionale du Contrôle Financier; les dossiers objet de litige ou de contentieux sont transmis à la Direction Générale des Marchés Publics.

Il en est de même :

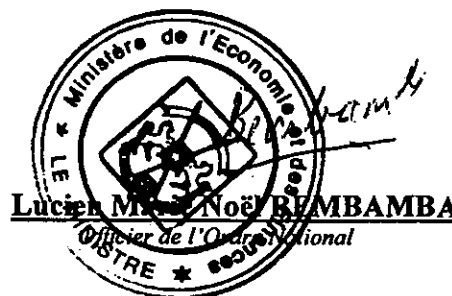
1. des dossiers pour lesquels les décisions de la Direction Régionale du Contrôle Financier sont contestées officiellement de façon écrite par le Ministère concerné ou par les autorités du Ministère de l'Economie et des Finances ;
2. des dossiers à soumettre directement à l'attention du Ministre en charge des Finances sur des questions liées aux marchés publics ;
3. de tous les dossiers pour lesquels les premiers responsables des structures déconcentrées de la Direction Générale du Contrôle Financier seront recusés.

Article 5 : Les Directions Régionales du Contrôle Financier concernées sont tenues de rendre compte au Directeur Général du Contrôle Financier de la gestion des modalités de traitement des dossiers de marchés publics dont elles sont chargées, à travers la production mensuelle de rapport d'activités avec ampliation au Directeur Général des Marchés Publics.

Ce rapport dont le contenu sera précisé par note de service du Directeur Général des Marchés Publics est transmis au plus tard le 3 du mois suivant celui du déroulement des activités.

Article 6 : Le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances est chargé de l'application du présent arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature.

Ouagadougou, le 10/02/2010



Ampliations :

- Large diffusion
- Chrono
- JO